

Courte histoire du néolibéralisme

D'un capitalisme national et industrialisé à un capitalisme international et financiarisé

1. Crise du libéralisme

1929 à la Deuxième Guerre mondiale: Crash boursier de 1929 et la grande dépression.

2. Rénovation du libéralisme et naissance du néolibéralisme (1938-1947)

Août 1938: Colloque Lippmann: 26 économistes et intellectuels libéraux se réunissent à Paris pour réfléchir à « l'après dérive étatique de l'Occident ».

Avril 1947: « La société du Mont Pellerin » L'opposition intellectuelle à l'interventionnisme étatique se structure et crée un groupe de réflexion international. La société est encore aujourd'hui organisatrice du Forum économique mondial de Davos qui réunit chaque année PDG de multinationales et politicien-ne-s.

Ensemble d'idées mises de l'avant: une concurrence libre et non faussée, la libre entreprise, la circulation des biens et des capitaux.

3. La traversée du désert (1947 à 1970)

1945 à 1973: « Les trente glorieuses ». Période de forte croissance économique dans les pays dits « développés ». La période est marquée par l'intervention de l'état dans l'économie et le développement de programmes sociaux.

1960: « La Révolution tranquille » au Québec. Nationalisation de l'hydro-électricité, création du réseau de l'Université du Québec (UQ), des Cégeps, de l'assurance maladie du Québec, etc.

4. L'essor et âge d'or du néolibéralisme (No future, no alternative)

Essoufflement du modèle dominant d'après-guerre: montée du chômage, stagnation économique et inflation.

Fin des années 1960: accroissement des dettes publiques du tiers-monde et des pays de l'Est.

1971 à 1978: Choc pétrolier.

11 septembre 1973: Coup d'État du général Augusto Pinochet au Chili. Première expérimentation du modèle néolibéral.

1979 à 1984: Élections. Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, Ronald Reagan aux États-Unis, Bryan Mulroney au Canada (droite néolibérale). Déréglementation de l'économie, augmentation des taux d'intérêt, vague de privatisation, diminution de la protection sociale et coupe dans les programmes sociaux: retraite, santé, éducation supérieure, allocation de chômage, etc.

1982: Crise des dettes publiques : Le défaut de paiement du Mexique sur sa dette déclenche une crise bancaire mondiale et entraîne le défaut de près d'une trentaine de pays.

1982 Le gouvernement Lévesque (Parti Québécois) coupe les salaires de la fonction publique de 25%.

Plan d'ajustement structurel (PAS) Série de mesures que le Fonds monétaire international(FMI) et la Banque mondiale imposent aux pays pour l'obtention de nouveaux prêts ou l'échelonnement d'un ancien prêt : Réduire le déficit budgétaire du gouvernement, dévaluation de la monnaie, élimination des barrières protectionnistes, élimination des contrôles de prix (plafonds et plancher), élimination des subventions, privatisation des entreprises d'État, etc.

1984-Élection de Brian Mulroney (Parti progressiste-conservateur du Canada)
Privatisation : Air Canada, Pétro-canada, Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN), etc.

1987: Accord de libre-échange Canada-États-Unis.
Vague de délocalisation d'entreprise et effondrement du secteur manufacturier au Québec.

1992: « Thérapie de choc ». Passage d'une économie planifiée à une économie de marché après l'effondrement du bloc de l'Est. Période marquée par des privatisations massives et rapides.

5. Fissures et contestations (les années 1990 à nos jours)

1^{er} janvier 1994: Entrée en vigueur de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA).
Soulèvement au Chiapas (Mexique) des Zapatistes (EZLN).

1996: « Déficit zéro » Lucien Bouchard est élu par acclamation à la tête du parti québécois (PQ). Le PQ met de l'avant une politique d'austérité afin d'atteindre son objectif du « déficit zéro » (mises à la retraite massives en Santé et en Éducation).

100 000 étudiants déclenchent une grève en octobre lorsque le gouvernement péquiste, impose une augmentation des droits de 30 pour cent.

1999: Sommet de l'organisation mondiale du commerce (OMC). Manifestation de Seattle l'une des premières manifestations altermondialistes, « un autre monde est possible ».

2000: Sommet des Amériques à Québec pour parler pour l'instauration d'une zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) / manifestation altermondialiste.

2001: Organisation du premier forum social mondial à Porto Alegre. Alternative sociale au Forum économique mondial qui se déroule chaque année à Davos en Suisse.

2003: « Réingénierie de l'état » et «Partenariat-Public-Privé». Élection du parti libéral du Québec (PLQ) de Jean Charest. Vague de contestation, « Nous n'avons jamais voté pour ça».

2005 : 200 000 étudiant-e-s sont en grève pour s'opposer à la réduction de l'aide financière de 103 millions \$ du gouvernement libéral de Jean Charest.

2007: Début de la crise financière (été). Les États socialisent les pertes des banques. Soutien financier à l'industrie automobile, soutien à l'immobilier, etc.

2010: Fondation de la coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics.

2010: La « Révolution culturelle » de Raymond Bachand ou « la juste part ». Le gouvernement de Jean Charest annonce dans son budget de nombreuses hausses de tarif dont le dégel des frais de scolarité à l'université et l'instauration d'une taxe santé.

2011: Mouvement des indignés en Espagne (mai).
Début du mouvement « occupy wall street » (septembre), « nous sommes les 99% ».

2012: « Printemps érable ». Le mouvement étudiant s'oppose à la marchandisation de l'éducation.

2014-2015: « Rénovation de l'État ». Le PLQ de Philippe Couillard fait campagne en martelant : « Les québécois ne veulent pas de référendum, ils veulent des emplois. » Une fois élu, le gouvernement met de l'avant une politique d'austérité et annonce les fermetures prochaines de Solidarité rurale, des Centres locaux de développement (CLD), des conférences régionales des élus (CRÉ) et repositionne les Carrefours jeunesse-emploi. Il entame des réformes dans les réseaux de l'éducation, de la santé et met fin à l'universalité pour les garderies, etc.

Printemps 2015 : La grève sociale du 1^{er} mai contre l'austérité néolibérale s'organise.